

12 juillet 2012

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'EUROSYSTEME ET LES BANQUES CENTRALES MEDITERRANEENNES TIENNENT LEUR SEPTIEME SEMINAIRE DE HAUT NIVEAU

L'Eurosystème – constitué de la Banque centrale européenne (BCE) et de 17 banques centrales nationales de la zone euro – et les banques centrales méditerranéennes se sont réunis aujourd'hui à Casablanca, au Maroc, à l'occasion de leur septième séminaire de haut niveau. Ce séminaire a été organisé conjointement par la BCE et Bank Al-Maghrib et a vu la participation des gouverneurs et des hauts représentants de l'Eurosystème ainsi que des banques centrales de l'Algérie, de l'Égypte, d'Israël, de la Jordanie, du Liban, de la Mauritanie, du Maroc, de l'Autorité nationale palestinienne, de la Tunisie et de la Turquie ainsi que des représentants de haut rang de la Commission européenne et de la Banque européenne d'investissement.

Abdellatif Jouahri, Gouverneur de Bank Al-Maghrib a souhaité la bienvenue aux participants en mettant en exergue l'importance du dialogue entre l'Eurosystème et les banques centrales méditerranéennes dans la situation actuelle, les deux régions ayant subi de profondes mutations.

Dans ses remarques d'ouverture, Mario Draghi, Président de la BCE, a souligné la détermination de l'Europe de développer une vision à long terme pour l'Union économique et monétaire ainsi qu'une action continue aux niveaux national et européen pour faire face aux défis actuels.

Les discussions ont porté sur les points suivants :

Evolutions économiques et financières

Les participants au séminaire ont examiné les récentes évolutions économiques et financières dans leurs régions respectives. Les économies des rives sud et orientale de la Méditerranée ont été confrontées à l'impact des chocs internes et externes, en l'occurrence les incertitudes engendrées par les processus de changement politique

dans la région et la hausse des prix énergétiques et alimentaires. Les participants ont échangé leurs points de vue sur les réponses de politique économique appropriées, en particulier au regard de la nécessité de générer une croissance soutenue et durable et de créer des opportunités d'emplois dans les pays avec une main-d'œuvre croissante. Conscients de l'importance des développements dans la zone euro pour les économies du sud et de l'est de la Méditerranée, du fait de leurs liens étroits, les participants ont examiné les défis actuels auxquels la zone euro est confrontée. Ils ont discuté les initiatives récentes en Europe, en mettant l'accent sur la nécessité d'une action déterminée et exhaustive pour accroître l'intégration budgétaire et financière et traiter avec succès les défis visant à atteindre une croissance plus élevée avec des situations budgétaires soutenables et un bon fonctionnement des systèmes financiers.

Mise en œuvre de la politique monétaire

Les participants ont discuté des cadres opérationnels de politique monétaire dans l'Eurosystème et les pays méditerranéens et ont partagé leurs points de vue sur les expériences et défis récents à cet égard. Ils ont discuté des mesures non conventionnelles prises par l'Eurosystème au cours de la crise, soulignant le fait que, bien que les banques centrales puissent procurer un appui temporaire, elles ne peuvent se substituer aux actions des gouvernements pour remédier aux origines de la crise. Les participants ont également passé en revue quelques points spécifiques auxquels sont confrontés les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, à savoir la conduite de la politique monétaire dans une situation d'excès de liquidité du secteur bancaire, la transition vers les instruments de la politique monétaire basés sur le marché et le développement des marchés monétaires.

Politiques macro-prudentielles et stabilité financière

Un des enseignements clés de la crise financière mondiale consiste en la nécessité d'une approche macro-prudentielle au sein du secteur financier allant au-delà d'assurer la solidité des institutions financières individuelles. Les participants se sont dit résolument en faveur de la nécessité d'établir des cadres macro-prudentiels solides et des politiques dotées des moyens d'action appropriés. Les participants ont discuté les initiatives récentes des pays pour améliorer les cadres existants et remédier plus efficacement aux risques systémiques, y compris l'établissement du Comité européen du risque systémique. Leurs échanges ont également porté sur les défis actuels relatifs à la stabilité financière dans les deux régions, y compris ceux liés à la crise de la dette souveraine de la zone euro.